Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2019-200** **06/03/2019**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 14

Objet : Appel à candidatures : 14 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence française pour la biodiversité :

- 1 poste de chargé de communication et de mobilisation (catégorie A) (H/F) à Vincennes (94).
Date limite de candidature : 01 avril 2019.

- 1 poste d'administrateur systèmes et réseaux (catégorie A/B) (H/F) à Vincennes (94).
Date limite de candidature : 27 mars 2019.

Agence de Services et de Paiement :

- 1 poste de chef(fe) adjoint au service gestion des aides au sein de la Direction Régionale Pays-de-la-Loire (catégorie A) (H/F) à Nantes (44).
Date limite de candidature : 05 avril 2019.

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses):

- 1 poste de gestionnaire administratif de LRUE (H/F) (CDD Cat 3 ou Tit B) à Angers (49).
Date limite de candidature : 12 mars 2019.

- 1 poste chef de projet AMOA SI (H/F) (CDI Cat 1 ou Tit A+) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 12 mars 2019.

- 1 poste de référent scientifique dans le domaine de la toxicologie (H/F) (CDI Cat 1 ou Tit A+) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 14 mars 2019.

- 1 poste de référent scientifique - toxicologie / expologie (H/F) (CDI Cat 1 ou Tit A+) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 21 mars 2019.

- 1 poste de chargé de projets scientifiques et techniques expérimenté mycologie (H/F) (CDD Cat 2 de 36 mois) à Malzéville (54).
Date limite de candidature : 20 mars 2019.

- 1 poste de technicien de laboratoire en biologie moléculaire (H/F) (CDD Cat 3 de 36 mois) à Malzéville (54).
Date limite de candidature : 20 mars 2019.

- 1 poste de chargé de projet en surveillance épidémiologique de la chaîne alimentaire (H/F) (CDD Cat 2 de 24 mois) à Lyon (69)
Date limite de candidature : 20 mars 2019.

- 1 poste d'administrateur systèmes et réseaux (H/F) (CDI Cat 1 ou Tit A+) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 20 mars 2019.

- 1 poste de chef d'unité EAS (H/F) (CDI Cat 1 ou Tit A+) à Lyon (69).
Date limite de candidature : 20 mars 2019.

Conservatoire du littoral :

- 1 poste d'assistant confirmé (F/H) (catégorie B) à Rochefort (17).
Date limite de candidature : 10 avril 2019.

Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage :

- 1 chef du département administratif (F/H) (catégorie A) à Rambouillet (78).
Date limite de candidature : 27 mars 2019.

La sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Noémie LE QUELLENEC

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent titulaire d'un CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chargé de communication et de mobilisation (h/f)**
Affectation :	Direction de la communication et de la mobilisation citoyenne (DICOMOB)/Département mobilisation citoyenne
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef de département mobilisation citoyenne
Résidence administrative :	Vincennes (94)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.
Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.
Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.
Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

Au premier janvier 2020, l'Agence française pour la biodiversité (AFB) et l'Office national de chasse et de la faune sauvage (ONCFS) seront regroupés pour former un nouvel établissement : l'Office français de la biodiversité (OFB)
L'Agence vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.
En matière d'espaces protégés, elle gère notamment les parcs naturels marins et le sanctuaire de mammifères marins Agoa aux Antilles. Les parcs nationaux sont rattachés à l'Agence, des synergies fortes sont mises en place avec eux.
En outre pour l'exercice de ses missions, l'AFB va être mobilisée durant les deux années à venir par l'actualité relative à la biodiversité avec la mise en oeuvre du plan interministériel biodiversité 2018/2020 et, l'accueil par la France du Congrès international de la nature (UICN) à Marseille en juin 2020.
L'ambition est de faire monter le sujet biodiversité dans l'opinion publique et de situer les enjeux de biodiversité au même niveau que ceux des enjeux climatiques en 2020 et au-delà.

La Direction de la communication et de la mobilisation citoyenne (DICOMOB) définit, pilote et met en œuvre la politique de communication interne et externe de l'Agence, elle impulse et coordonne sa politique de mobilisation citoyenne. La finalité de son action est de concourir à l'émergence du sujet « biodiversité » dans la société.

Le département mobilisation citoyenne coordonne et accompagne la politique de mobilisation citoyenne de l'AFB. On attend par mobilisation citoyenne, le continuum de d'activités suivant : information, communication, sensibilisation,

éducation et participation du public. Cette politique vise à créer une relation particulière entre les citoyens et l'AFB pour favoriser des comportements favorables à la préservation de la biodiversité. Elle se met en œuvre grâce à des actions particulières du département (campagnes de sensibilisation et de communication, tour de France des festivals, ateliers de co-construction citoyenne, aires marines et terrestres éducatives…), des actions des entités de l'AFB, le soutien à des projets portés par des partenaires.

Description du poste :

Mission :

- Participer à la conception et à la mise en œuvre d'événements, de campagnes de communication et d'opérations de mobilisation sur la biodiversité à l'attention du grand public et des relais associatifs ou des partenaires ;
- Participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de dispositifs d'expression citoyenne.

Activités principales :

• Pilotage et suivi de mise en œuvre des campagnes de communication et des différentes actions de communication

• Pilotage et suivi de dispositifs de partenariats, évènementiels et de recueil d'expression citoyenne

• Suivi de plans média et hors média

• Mise en œuvre de dispositifs d'évaluation

• Animation de réunions pour le montage d'opérations en partenariats

• Conduite de procédures d'achats de prestations: rédaction des cahiers des charges, analyse des offres

• Rédaction de contenus éditoriaux en soutien aux campagnes pour web, réseaux sociaux, presse etc.

Activité secondaire :

Participation aux réflexions stratégiques de mobilisation citoyenne, à la vie et appui aux autres missions du département mobilisation citoyenne.

Relations liées au poste

Relations internes :
- Les agents du département de mobilisation citoyenne et autres services de la direction de la communication et de la mobilisation citoyenne ;
- Les agents des autres directions de l'AFB (recherche, appui aux politiques publiques, parcs naturels marins et parcs nationaux, directions régionales…).

Relations externes :
- Les prestataires communication de l'AFB ;
- Les partenaires.

Profil recherché

- Niveau Bac+5 ;
- Expérience de la conduite de campagnes de communication média et hors média ;
- Expérience d'animation de réseaux ;
- Le goût pour les sujets liés à l'environnement et la citoyenneté serait un plus.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Connaissance des procédures d'achat public.

Savoir-faire opérationnel :
- Pratique les différents métiers de la communication ;
- Pratiquer les réseaux sociaux ;

Savoir-être professionnel :
- Autonomie, qualités relationnelles et de travail en équipe ;

- Dynamisme, créativité et réactivité ;
- Aisance en expression écrite et orale ;
- Qualités d'organisation, de rigueur et sens des responsabilités.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DICOMOB/COMOB/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 01 avril 2019

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent titulaire d'un CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A/B
Fonction :	**Administrateur systèmes et réseaux (h/f)**
Affectation :	Département systèmes d'information – Pôle Réseau
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du Chef de pôle
Résidence administrative :	Vincennes (94)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

Au sein du Département des systèmes d'information, le pôle réseau assure le maintien en conditions opérationnelles des applications, services et équipements collectifs (systèmes, réseaux, télécoms…) et la sécurité.

Description du poste :

Mission :

- Garantir le bon fonctionnement de l'infrastructure (serveurs, réseau, sécurité) et des services de l'environnement informatique de l'établissement ;
- Charger des études et des déploiements des architectures réseaux ;
- Veiller à la cohérence, à l'accessibilité et à la sécurité des informations ;
- Offrir un réseau informatique de qualité et maintenir en conditions opérationnelles l'ensemble des systèmes informatiques collectifs (réseaux, serveurs, téléphonie fixe, visioconférence).

Activités principales :

Gestion des services :

- Installation et paramétrage des infrastructures : serveurs physiques et virtuels, réseaux, téléphonie, visioconférence sous les environnements Windows et Linux ;

- Assurer l'adaptation et la maintenance des systèmes d'exploitation (Windows et Linux);

- Optimiser les paramétrages et analyser les performances des systèmes, serveurs ;

- Participer à l'élaboration de l'architecture réseaux ;

- Rédiger et mettre à jour des documents d'exploitation et d'administration ;

- Participer à l'étude, au choix et la mise en place de solutions liées à l'infrastructure informatique et de télécommunication de l'établissement (téléphonie IP, visioconférence…).

Gestion des réseaux et de la sécurité :

- Installation et paramétrage des éléments réseaux et sécurité (brassage équipements, routeurs, firewall, VPN…) ;

- Contrôler la sécurité et la confidentialité des données, des accès, et des systèmes ;

- Utiliser des outils de surveillance, de contrôle et d'analyse de performance des systèmes ;

- Définir et suivre les droits d'accès des utilisateurs ;

- Mettre en place et vérifier les procédures de sauvegarde et de restauration ;

- Rédiger et mettre à jour des documents d'exploitation et d'administration du réseau.

Gestion des demandes et incidents :

- Résoudre et suivre les incidents de niveau 2 via un outil de ticketing (GLPI) ;

- Participer à la résolution de problèmes transversaux.

Gestion des contrats de maintenance matériel et logiciel :

- Apprécier la conformité des prestations au regard du cahier des charges et des prescriptions techniques ;

- Suivre les prestations externes (suivi technique, transfert de compétences, rédaction de documentation) ;

- Négocier avec les entreprises et prestataires de services si nécessaire et établir les avenants de travaux ;

- Passer des commandes de matériel, de logiciels et de prestations de services ;

- Identifier et planifier les besoins ;

- Participer aux procédures des marchés publics ;

- Participer à la rédaction de cahiers des charges techniques.

Relations liées au poste

Relations internes :
- Direction Métiers ;
- Tout agent AFB.

Relations externes :
- Opérateurs de l'AFB ;
- Prestataires.

Profil recherché

- De niveau minimum Bac+2 et justifiant de 3 ans d'expérience dans l'administration de systèmes, réseaux et dans la gestion de la sécurité des accès et des donnée ;
- La connaissance des marchés publics et des appels d'offres est un plus.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
• Environnements Microsoft Windows server et Windows 7, 10 et Linux ;
• Systèmes de virtualisation (VMWARE, Hyper V) ;
• Des réseaux et interconnexion de sites ;
• Gestion de la sécurité des accès et des données (parefeu, proxy, AD) ;
• Outils d'administration et de supervision ;
• Systèmes de stockages centralisé (NAS /SAN) ;
• Téléphonie IP.

Savoir-faire opérationnel :
• Grande rigueur professionnelle et réactivité ;
• Savoir gérer des priorités et veiller au respect des délais ;
• Savoir travailler en équipe et/ou en réseau ;
• Avoir une capacité rédactionnelle et savoir rendre compte.

Savoir-être professionnel :
• Aptitude au travail en équipe ;
• Qualités relationnelles ;
• Sens du service et forte motivation pour la satisfaction des utilisateurs.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DSI/VINCENNES/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 27 mars 2019

Date : 19/02/2019

Poste à pourvoir	**Gestionnaire administratif de Laboratoires de Référence de l'Union Européenne (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3 ou agent titulaire de catégorie B**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public d'une durée de trois ans**
Localisation	**Angers (49)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Laboratoire de la Santé des Végétaux (LSV), site d'Angers / Service des Affaires Générales (SAG)
Missions / contexte	Le Laboratoire de la Santé des Végétaux assume plusieurs mandats de Laboratoire de Référence de l'Union Européenne (LRUE) dans le domaine de la santé des végétaux, a minima pour les spécialités nématologie (unité de Rennes) et entomologie (unité de Montpellier). Dans ce cadre, il mène des travaux scientifiques et techniques de laboratoire, anime des réseaux scientifiques constitués par les représentants des Laboratoires Nationaux de références (LNR) des différents pays européens, et assure un appui scientifique et technique à la DG SANTE de la Commission Européenne.

DESCRIPTION DU POSTE

Gestion et appui administratif concernant les mandats LRUE du laboratoire.

Missions

Sous la responsabilité de la cheffe de service et en relation avec les directeurs des LRUE concernés, le/la gestionnaire devra assurer, la gestion et la rédaction des actes administratifs ou de gestion courante, dans le respect des règles et des procédures applicables à un établissement public administratif et aux subventions européennes. La personne recrutée devra recueillir les informations nécessaires, les traiter et assurer le suivi des dossiers.

Activités

Activités principales :

- Gérer et instruire les dossiers relatifs aux conventions avec la DG SANTE :
  - Participer à l'élaboration annuelle ou pluriannuelle des budgets des LRUE concernés, donnant lieu à des subventions de la DG SANTE ;
  - Mettre en œuvre le suivi financier (éligibilité des dépenses, niveau consommation des subventions, reporting) ;
  - Etablir les rapports financiers et recueillir les pièces nécessaires ;
  - Produire les éléments d'informations demandés par la DG SANTE.
- Contribuer à organiser les ateliers européens annuels :
  - Assurer la logistique (réservations, convocation des participants…) ;
  - Organiser l'accueil des participants et contribuer au bon déroulement des ateliers ;
  - Présenter, diffuser et expliquer les règles d'éligibilité des dépenses auprès des participants ;
  - Collecter et vérifier les pièces justificatives de frais de déplacements des participants en vue de leur remboursement ;
  - Réaliser et suivre les bons de commande de fonctionnement et d'investissement ;
  - Effectuer les demandes de paiement.
- Participer aux actions de communication :
  - Participer à la mise à jour des sites Internet des LRUE du laboratoire

Conditions particulières

- Sans objet

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Minimum BAC, BAC+2 souhaité (BTS Gestion administrative ou équivalent)

Expériences similaires

- Expérience souhaitée dans le domaine de la gestion de conventions européennes

Compétences

- Bonne maîtrise de l'anglais à l'oral et à l'écrit
- Connaissance de la gestion budgétaire et en particulier des règles de comptabilité publique
- Maîtrise de l'outil informatique (pack Office, progiciels et logiciels dans le domaine comptable), la connaissance du logiciel Qualiac serait un plus
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Capacité d'adaptation et réactivité
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Aptitudes organisationnelles, rigoureux(se) et dynamique

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 12 mars 2019

Renseignements sur le poste :

- Séverine GRILLERES (Cheffe du SAG, severine.grilleres@anses.fr, 02 41 20 74 41)
- Géraldine ANTHOINE (Cheffe de l'Unité de Coordination de la Référence, geraldine.anthoine@anses.fr, 02 41 20 74 31)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-014 à :** recrutement@anses.fr

Date : 19/02/2019

Poste à pourvoir	**Chef de projet AMOA en SI au sein du service des systèmes d'information des produits réglementés (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A +**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement ou affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Service des systèmes d'information des produits réglementés (SSIPR)

Sous la direction de la directrice générale déléguée aux produits réglementés, le service des systèmes d'information des produits réglementés (SSIPR) assure les missions d'assistance à maitrise d'ouvrage (AMOA) relatives aux systèmes d'information utilisés par les entités du pôle Produits Réglementés.

Le SSIPR est en charge de la définition et de la mise en œuvre de la stratégie d'évolution et d'optimisation des systèmes d'information des produits réglementés (SIPR), en lien avec la direction technique et informatique (DTI) et les directions métier concernées.

Missions / contexte

Il assure la définition des besoins et le pilotage des projets SI, la continuité de fonctionnement et le support utilisateur sur l'ensemble du parc applicatif des produits réglementés.

Les activités métiers couvrent les champs des médicaments vétérinaires, des intrants du végétal et des biocides, et reposent sur des systèmes d'information complexes.

La maitrise d'œuvre des systèmes d'information et le pilotage des prestataires informatiques sont assurés par la DTI.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous la responsabilité du chef du SSIPR (Service des systèmes d'information des produits réglementés), le chef de projet AMOA en SI est responsable sur le terrain de l'obtention, à la fin du projet dont il a la charge, d'un résultat optimal et conforme aux attentes de la maîtrise d'ouvrage, en qualité, coût et délai.

Il organise et planifie la réalisation du projet depuis l'étude des besoins jusqu'à la mise en production.

Il assure aussi l'administration fonctionnelle des applications, le support utilisateur, et le suivi des demandes d'évolution et de correction d'anomalies.

Activités

Le chef de projet AMOA en SI aura pour missions principales :

1/ Assistance à maitrise d'ouvrage

- Recueil des besoins utilisateurs ;
- Rédaction des cahiers des charges et autres documents d'un marché public (CCTP…) et analyse des offres des prestataires ;
- Validation des livrables documentaires et logiciels ;
- Définition du plan de tests, organisation et participation à la recette ;
- Assistance à la conduite du changement, à la formation des utilisateurs et au déploiement.

2/ Conduite du projet sur le terrain :

- Mise en œuvre des décisions dans le périmètre de responsabilité du Comité de Pilotage Projet
- Assurer le pilotage du projet dans le respect des objectifs attendus, de la qualité requise, des coûts et délais fixés.

3/ Maintenance applicative :

- Administration fonctionnelle des applications ;
- Maintenance applicative et support utilisateur sur les applicatifs métiers du SIPR
- Support utilisateur et suivi des demandes d'évolution et de correction d'anomalies

Conditions particulières

Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Minimum Bac+ 5 - Formation universitaire ou école d'ingénieur en sciences (agronomie, chimie, évaluation des risques, santé, environnement, microbiologie, etc.), docteur en Pharmacie, docteur Vétérinaire ou docteur es Sciences

Expériences similaires

- Expérience(s) professionnelle(s) similaire(s) d'au moins 5 ans souhaitée dans un poste équivalent.
- Expérience en AMOA et en pilotage de projets SI.
- Une expérience dans le domaine des produits règlementés, pharmaceutiques et ou phytopharmaceutiques, ou des établissements publics dans le domaine de la santé, serait un plus.

Compétences

- Forte culture scientifique pour comprendre les processus métiers et échanger avec les experts métiers
- Sens de l'écoute et de la communication, qualités rédactionnelles
- Sensibilisation aux techniques de conduite de projet SI
- Facilité à travailler en mode projet et en équipe.
- Capacité à organiser la production de livrables dans des délais contraints
- Bon esprit de modélisation, d'analyse et de synthèse
- Connaissance du SQL et/ou Business Object est un plus.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 12 mars 2019

Renseignements sur le poste : Hamid AISSAT (hamid.aissat@anses.fr : 01 56 29 16 00)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-015 à :** recrutement@anses.fr

Date : 21/02/2019

Poste à pourvoir	**Référent scientifique dans le domaine de la toxicologie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Direction Evaluation des Produits Règlementés Unité Evaluation Toxicologie des Intrants du Végétal (UETIV)
Missions / contexte	La Direction Evaluation des Produits Réglementés (DEPR) met en œuvre les actions de l'Anses en matière d'évaluation des risques pour l'homme, l'animal ou l'environnement, et de l'efficacité pour : les substances actives et produits phytopharmaceutiques, les substances actives et produits biocides, les fertilisants, supports de culture et produits assimilés. Dans ce champ, la DEPR évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de culture, substances actives et produits biocides, avant décision par les pouvoirs publics des autorisations de mise sur le marché. La DEPR traite également, seule ou en transversal avec d'autres directions de l'agence, les sollicitations et saisines adressées à l'Anses, ainsi que les autosaisines. La DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel à ses comités d'experts spécialisés (CES) dédiés, aux groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence. L'Unité Evaluation Toxicologie des Intrants du Végétal est chargée de l'évaluation des risques pour l'homme des substances actives phytopharmaceutiques lors de leur demande d'approbation au niveau européen, ainsi que des produits phytosanitaires et matières fertilisantes et supports de cultures dans le cadre des autorisations de mise sur le marché. L'équipe est composée de 19 agents

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, le référent scientifique est notamment en charge de :

- Participer à la formation et l'organisation fonctionnelle du travail des évaluateurs pour la section toxicologie en lien avec les autres référents.
- Réaliser et valider les produits d'expertise dans le domaine de l'évaluation des risques en toxicologie pour ce qui concerne les dossiers d'approbation des substances actives, les demandes d'AMM des produits, les saisines de l'Agence.
- Contribuer à l'évolution des méthodologies d'évaluation et de la réglementation en renforçant la position de l'Agence au niveau national et européen.

Activités

- Analyser et critiquer les données en fonction de l'état actuel des connaissances scientifiques et des documents guides européens existants.
- Etablir sur cette base un rapport de synthèse en français ou en anglais.
- Respecter les délais d'instruction fixés.
- Contribuer à la préparation des conclusions de l'évaluation des dossiers de demande d'AMM.
- Présenter ses analyses au cours de réunions internes, auprès des collectifs d'experts de l'Anses, ou dans le cadre des groupes d'experts européens.
- Valider certaines des évaluations conduites au sein de l'unité ETIV.
- Représenter l'unité ETIV dans des réunions internes ou externes.
- Contribuer, dans son domaine d'activité, à la réponse aux saisines et sollicitations adressées à la DEPR.
- Piloter ou participer à des travaux partenariaux nationaux ou européens dans son champ de compétence.
- Piloter ou participer aux travaux scientifiques visant à proposer et mettre en œuvre des évolutions scientifiques et réglementaires au niveau national et européen.
- Contribuer à l'animation scientifique (veille, transfert de connaissances, …) de l'équipe de l'unité.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC + 5 à BAC+ 8 - MASTER II ou DEA (toxicologie), docteur en toxicologie, docteur en médecine vétérinaire, docteur en pharmacie.

Expériences similaires

- Expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans le domaine de la toxicologie des produits chimiques, phytopharmaceutiques ou biocides

Compétences

- Maitrise du pack office (traitement de texte et de données, tableur)
- Connaissances réglementaires dans le domaine des substances et produits phytopharmaceutiques souhaitées
- Qualités rédactionnelles
- Communiquer couramment en anglais scientifique et technique
- Avoir des connaissances approfondies dans le domaine de compétence exercé.
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation.
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 14 mars 2019

Renseignements sur le poste : Chaouki ZEROUALA (ahmed-chaouki.zerouala@anses.fr + 01 49 77 21 23**)**

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-016 à :** recrutement@anses.fr

Date : 21/02/2019

Poste à pourvoir	**Référent scientifique dans le domaine de la toxicologie et de l'expologie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction Evaluation des Produits Règlementés
Unité Evaluation Toxicologie des Produits Réglementés Biocides

Missions / contexte

La Direction Evaluation des Produits Réglementés (DEPR) met en œuvre les actions de l'Anses en matière d'évaluation des risques pour l'homme, l'animal ou l'environnement, et de l'efficacité pour : les substances actives et produits phytopharmaceutiques, les substances actives et produits biocides, les fertilisants, supports de culture et produits assimilés. Dans ce champ, la DEPR évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de culture, substances actives et produits biocides, avant décision par les pouvoirs publics des autorisations de mise sur le marché. La DEPR traite également, seule ou en transversal avec d'autres directions de l'agence, les sollicitations et saisines adressées à l'Anses, ainsi que les autosaisines.
La DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel à ses comités d'experts spécialisés (CES) dédiés, aux groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence.

L'Unité Evaluation Toxicologie des Produits Réglementés Biocides (UETB) est chargée de l'évaluation des risques pour l'homme des substances actives biocides lors de leur demande d'approbation au niveau européen, ainsi que des produits biocides dans le cadre des autorisations de mise sur le marché. L'équipe est composée de 8 agents

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, le référent scientifique est notamment en charge de :

- Participer à la formation et l'organisation fonctionnelle du travail des évaluateurs pour la section toxicologie en lien avec les autres référents.
- Réaliser et valider les produits d'expertise dans le domaine de l'évaluation des risques en toxicologie et de l'expologie, pour ce qui concerne les dossiers d'approbation des substances actives, les demandes d'AMM des produits, les saisines de l'Agence.
- Contribuer à l'évolution des méthodologies d'évaluation et de la réglementation en renforçant la position de l'Agence au niveau national et européen.

A ce titre, il devra :

Activités

- Analyser et critiquer les données proposées en fonction de l'état actuel des connaissances scientifiques et des documents guides européens existants.
- Etablir sur cette base un rapport de synthèse en français ou en anglais
- Respecter les délais de l'évaluation.
- Contribuer à la préparation des conclusions de l'évaluation des dossiers de demande d'AMM.
- Présenter ses analyses au cours de réunions internes, auprès des collectifs d'experts de l'Anses, ou dans le cadre des groupes d'experts européens.
- Valider certaines des évaluations conduites au sein de l'UETB.
- Représenter l'UETB dans des réunions internes ou externes.
- Contribuer, dans son domaine d'activité, à la réponse aux saisines et sollicitations adressées à la DEPR.
- Piloter ou participer à des travaux partenariaux nationaux ou européens dans son champ de compétence.
- Piloter ou participer aux travaux scientifiques visant à proposer et mettre en œuvre des évolutions scientifiques et réglementaires au niveau national et européen.
- Contribuer à l'animation scientifique (veille, transfert de connaissances,…) de l'équipe de l'UETB, par exemple sur une ou quelques thématiques d'intérêt pour les activités de l'unité.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC + 5 à BAC+ 8 MASTER II ou DEA (toxicologie), docteur en toxicologie, docteur en médecine vétérinaire, docteur en pharmacie. Spécialité en expologie souhaitable

Expériences similaires

- Expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans le domaine de la toxicologie des produits chimiques ou biocides

Compétences

- Maitrise du pack office (traitement de texte et de données, tableur)
- Connaissances réglementaires dans le domaine des substances et produits phytopharmaceutiques et biocides souhaitées
- Qualités rédactionnelles
- Communiquer couramment en anglais scientifique et technique
- Avoir des connaissances approfondies dans le domaine de compétence exercé, en particulier en toxicologie / expologie (toxicocinétique, établissement de valeurs de référence, toxicologie des mammifères, toxicologie génétique, développement et utilisation de modèles d'exposition)
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation.
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 21 mars 2019

Renseignements sur le poste : Valérie BELLINGARD (valerie.bellingard@anses.fr + 01 56 29 52 81)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-017 à :** recrutement@anses.fr

Date : 27/02/2019

Poste à pourvoir	**Chargé de projets scientifiques et techniques expérimenté en mycologie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 36 mois**
Localisation	**Nancy/Malzéville (54)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de la Santé des Végétaux (LSV),
Unité de mycologie

Missions / contexte

L'unité de mycologie du Laboratoire de la Santé des Végétaux assume le mandat de Laboratoire de Référence de l'Union Européenne (LRUE) pour les parasites des végétaux, sur champignons et oomycètes. Dans ce cadre, elle mène des travaux scientifiques et techniques de laboratoire, anime des réseaux scientifiques constitués par les représentants des Laboratoires Nationaux de Référence (LNR) des différents pays européens, et assure un appui scientifique et technique à la Direction Générale SANTE de la Commission Européenne.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous la responsabilité du directeur de LRUE, le chargé de projets scientifiques et techniques aura la charge de l'animation du mandat LRUE de l'unité. Il assurera des missions techniques en lien avec l'ensemble des laboratoires nationaux de référence des pays membres de l'UE.

Activités

- Produire et améliorer des méthodes de référence pour la détection et l'identification de champignons et oomycètes
- Organiser et participer à des formations à la détection de champignons et oomycètes à audience internationale
- Organiser des essais inter laboratoires utilisant des méthodes de référence et communiquer les résultats à la commission européenne ainsi qu'aux autorités compétentes des Etats membres.
- Organiser des études de validation de réactifs
- Assurer l'encadrement des agents techniques affectés au travail du LRUE
- Assister la commission européenne en matière d'expertise scientifique sur les champignons et oomycètes
- Assister les laboratoires nationaux de référence par la réalisation d'analyses de confirmation et d'études de caractérisation phylogénétique
- Organiser le workshop annuel rassemblant l'ensemble des représentants nationaux des pays membres de l'UE
- Participer aux actions de communication, entre autres en entretenant le site Internet du LRUE
- Réaliser / contribuer à une veille épidémiologique et bibliographique sur l'ensemble des champignons et oomycètes de quarantaine
- Gérer et instruire les dossiers relatifs aux relations avec la commission européenne
- Préparation du programme et le budget annuel associé aux activités du LRUE
- Elaborer le bilan d'activité du LRUE
- Participer aux activités de représentation et de communication scientifiques du LRUE

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Minimum BAC+3 en sciences biologiques, Doctorat apprécié

Expériences similaires

- Expérience souhaitée dans la gestion de projets scientifiques européens

Compétences

- Très bonne maîtrise de l'anglais à l'oral et à l'écrit
- Solides compétences en pathologie végétale, en particulier dans le domaine de la mycologie
- Connaissances en matière de développement et de validation de techniques de diagnostic et de détection d'agents pathogènes
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Capacité d'adaptation et réactivité
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Aptitudes organisationnelles, rigoureux(se) et dynamique

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 20 mars 2019

Renseignements sur le poste : Renaud IOOS, chef d'unité mycologie (renaud.ioos@anses.fr / 03 83 29 00 02)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-020 à :** recrutement@anses.fr

Date : 27/02/2019

Poste à pourvoir	**Technicien de laboratoire en biologie moléculaire (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 36 mois**
Localisation	**Nancy/Malzéville (54)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de la Santé des Végétaux
Unité de mycologie

Missions / contexte

L'unité de mycologie du Laboratoire de la Santé des Végétaux assume le mandat de Laboratoire de Référence de l'Union Européenne (LRUE) pour les parasites des végétaux, sur champignons et oomycètes. Dans ce cadre, elle mène des travaux scientifiques et techniques de laboratoire, anime des réseaux scientifiques constitués par les représentants des Laboratoires Nationaux de Références (LNR) des différents pays européens, et assure un appui scientifique et technique à la Direction Générale SANTE de la Commission Européenne.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du directeur du LRUE et du chargé de projets scientifiques et techniques en charge de l'animation du LRUE, le technicien sera en charge d'activités techniques transversales pour le LRUE.

Activités

- Extraction d'ADN et réalisation d'analyses par différentes techniques moléculaires
- Participation à la préparation et la validation des échantillons pour l'organisation d'essais interlaboratoires
- Entretien et gestion de la collection mycologique de référence du LRUE
- Autoclavage, stérilisation et nettoyage de matériel ou de reliquats d'analyse
- Préparation et validation des milieux de cultures
- Participation à la maintenance des différents équipements et à l'entretien courant du laboratoire
- Participation au contrôle métrologique des équipements du laboratoire
- Participation à l'organisation des actions de formation LRUE

Conditions particulières

- Etat de santé compatible avec le port d'équipements de protection individuelle (combinaison, gants, sur-chaussures, charlotte) pour certaines activités réalisées en zone de laboratoire confinée
- Respect des règles de confidentialité
- Manipulation de produits dangereux

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BTS, DUT ou Licence professionnelle dans le domaine de la microbiologie et de la biologie moléculaire. Minimum BAC**.**

Expériences similaires

- Expérience en laboratoire d'analyse ou de recherche appréciée, particulièrement dans le domaine des analyses moléculaires (PCR, PCR temps réel, analyses de séquences ADN).

Compétences

- Maîtrise des principales techniques d'amplification génétique ;
- Bonne connaissance, et si possible formation acquise, en assurance qualité et sur les risques biologiques ;
- Aptitude au travail en équipe, pour des tâches très diverses, compréhension et respect des procédures écrites et des prescriptions, notamment dans le cadre de l'assurance qualité ;
- Connaissances des règles d'hygiène et sécurité ;
- Utilisation des logiciels bureautiques courants (WORD, EXCEL).

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 20 mars 2019

Renseignements sur le poste : Renaud IOOS, chef d'unité mycologie (renaud.ioos@anses.fr / 03 83 29 00 02)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-021 à :** recrutement@anses.fr

Date : 27/02/2019

Poste à pourvoir	**Chargé de projet en surveillance épidémiologique de la chaine alimentaire (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 24 mois**
Localisation	**Lyon (69)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de Lyon - Unité Epidémiologie et Appui à la Surveillance (EAS)

L'unité EAS est composée de 15 agents. Elle contribue à améliorer les méthodes, la mise en œuvre et l'évaluation des systèmes de surveillance en santé animale, sécurité sanitaire des aliments et santé végétale. A ce titre, elle apporte un appui scientifique et technique à plusieurs dispositifs de surveillance, en particulier dans le cadre des Plateformes nationales d'épidémiosurveillance dont la Plateforme de surveillance de la chaine alimentaire (SCA). Une Plateforme est un espace collégial de mise en commun de compétences au service des gestionnaires de dispositifs de surveillance sanitaire. Le périmètre de la Plateforme SCA inclut les contaminants chimiques et microbiologiques susceptibles de se retrouver dans les denrées alimentaires ou l'alimentation animale.

Missions / contexte

Le projet « Qualiplan » est une des activités collaboratives menées dans le cadre de la Plateforme SCA. Il vise à analyser et à améliorer de manière régulière la qualité des données générées par les plans de surveillance et de contrôle (PS/PC) pilotés par la Direction générale de l'alimentaire (DGAl) du ministère chargé de l'agriculture et de l'alimentation. Ces plans consistent à prélever et à analyser des échantillons de la fourche à la fourchette, afin de surveiller la contamination des produits tout au long de la chaîne alimentaire et de prendre les mesures de gestion et de prévention appropriées. Chaque année, environ 60 000 prélèvements sont effectués dans le cadre de ces PS/PC, donnant lieu à plus de 800 000 résultats. Pour la réalisation des PS/PC, la DGAl s'appuie sur ses Services régionaux de l'alimentation (SRAL) et sur les Laboratoires Nationaux de Référence (LNR) dédiés à chaque danger sanitaire, qui eux-mêmes animent des réseaux de laboratoires agréés pour réaliser les analyses officielles. Le projet Qualiplan a été initié en 2016 avec trois domaines pilotes (résidus de pesticides et de médicaments vétérinaires, anabolisants), pour lesquels une application informatique permettant le suivi d'indicateurs de qualité des données a été développée. Le projet doit à présent être étendu aux autres PS/PC.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité et sous la responsabilité fonctionnelle de l'épidémiologiste en charge de la thématique surveillance des aliments, le chargé de projet contribuera à l'évaluation de la qualité des données générées par les plans de surveillance et de contrôle (PS/PC), en conduisant le projet Qualiplan.

Les missions incluent tant l'animation auprès des acteurs de la surveillance que le maintien et l'amélioration des outils mis en place (application web). Le chargé de projet collaborera étroitement avec le Laboratoire Anses de sécurité des aliments, la Direction de l'évaluation des risques de l'Anses et la DGAl.

Activités

Les activités du chargé de projet seront de :

- Maintenir le système en place d'analyse de la qualité des données ;
- Faire évoluer l'application informatique (RShiny) de suivi de la qualité des données à l'aide du logiciel R en fonction des nouveaux PS/PC à intégrer ;
- Mettre en place l'application auprès des nouveaux LNR concernés ;
- Réaliser le suivi des indicateurs de qualité des données, identifier les erreurs et les biais, faire évoluer les indicateurs existants si nécessaire ;
- Contribuer à l'automatisation de la mise à jour des données et à l'extension du flux de données déjà mis en place pour les premiers plans ;
- Echanger avec les différents acteurs pour identifier les difficultés expliquant les défauts de qualité et pour améliorer l'application informatique ;
- Participer à l'animation du groupe de travail Qualiplan (réunissant DGAl, Anses, SRAL et LNR) de la Plateforme SCA, chargé de définir le programme de travail, de suivre et de valider l'avancement du projet ;
- Accompagner la DGAL, les SRAL et les LNR dans l'animation et le suivi de leurs réseaux d'acteurs.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Minimum BAC +3, diplôme d'ingénieur agronome, médecin ou vétérinaire, et/ou Master 2 en épidémiologie ou biostatistiques

Expériences similaires

- Une expérience dans l'analyse des données des réseaux de surveillance épidémiologique et/ou du secteur « sécurité de la chaine alimentaire » serait appréciée.

Compétences

- Compétences avancées en langage de programmation avec le logiciel R ;
- Compétences avancées en surveillance épidémiologique ;
- Autonomie, sens de la rigueur, de l'organisation et de la planification ;
- Capacité d'écoute et d'intégration des attentes des interlocuteurs ;
- Fortes aptitudes pour le dialogue avec des acteurs pluridisciplinaires et pour le travail en équipe ;
- Capacité d'animation et de synthèse ;
- Dynamisme, force de proposition, capacité d'adaptation ;
- Capacités rédactionnelles en français, aptitudes à la communication orale.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 20 mars 2019

Renseignements sur le poste : Jean-Philippe AMAT chef d'unité adjoint EAS (jean-philippe.amat@anses.fr) ou Mathilde SAUSSAC chargée du projet Qualiplan (mathilde.saussac@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-022 à :** recrutement@anses.fr

Date : 27/02/2019

Poste à pourvoir	**Administrateur systèmes et réseaux (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement ou affectation**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Direction Technique et Informatique Service Architecture et production informatique (SAPI)
Missions / contexte	Le SAPI définit l'organisation des infrastructures informatiques, dans le respect du schéma directeur des systèmes d'information, exploite et maintient les systèmes (serveurs, systèmes d'exploitation et de bases de données) centraux de l'Agence, les réseaux de données, veille à la bonne application des politiques de sécurité informatique. Il supervise les sociétés en charge de l'hébergement de services et d'infogérance. Il est garant de la qualité de service dans ces domaines. Il est en charge de l'assistance au poste de travail sur l'ensemble des sites de Maisons-Alfort, soit par des ressources propres, soit par un recours à de l'infogérance. Il est le référent technique des RSI, coordonne la gestion du parc bureautique et les modalités de l'assistance informatique sur l'ensemble de l'Agence L'équipe est composée de 9 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous la responsabilité du chef du Service Architecture et Production Informatique, vous participez à l'administration des systèmes et réseaux de l'ANSES au niveau national.

Activités

Dans ce cadre, vous :

- Administrez les systèmes et réseaux des différentes composantes des SI de l'Agence.
- Administrez l'annuaire et la messagerie, les infrastructures de stockage, virtualisation & sauvegarde, les datacenters "on premise" & cloud et l'exploitation des applications métier.
- Êtes garant de la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité des données et assurez une veille sur les technologies déployées.

Parallèlement à ces activités, vous :

- Gérez les projets d'évolution des infrastructures de la rédaction des cahiers des charges à la réalisation en propre ou à l'accompagnement des prestataires externes.
- Êtes soumis à des planning d'astreintes et êtes susceptible d'être mobilisé sur des périodes non ouvrées.
- Formalisez vos actions techniques pour permettre un partage des connaissances et traçabilité.
- Serez amené à travailler dans un contexte multi-sites en étroite collaboration avec le service Etudes & Développements et une douzaine de correspondants informatiques locaux.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : De formation Bac+4/5 en Informatique (Ecole d'Ingénieur ou formation universitaire)

Expériences similaires

- Au moins 5 ans d'expérience dans l'administration de systèmes et réseaux.

Compétences

- Bonne maîtrise des technologies Server de Microsoft dans leur ensemble.
- Compétences particulières sur l'administration d'Active Directory, Exchange, HyperV, Skype for Business, SQL Server, Sharepoint ou encore Powershell seront particulièrement appréciées.
- Bonnes connaissances en réseaux (switches, routeurs, pare-feux, vpn, vlan, spanning tree, trunking, etc.) et en stockage SAN, idéalement sur les équipements de marques HP, Cisco, Fortinet, EMC ou Brocade et connaissez les principes ITIL.
- Compétences sur l'utilisation de plateformes Cloud de type Openstack, la supervision Centreon ou le loadbalancing sur Netscaler seront un plus.
- Sens de l'écoute, de la communication et du relationnel
- Curieux et autonome

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 20 mars 2019

Renseignements sur le poste : Thomas TEXIER (thomas.texier@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-023 à :** recrutement@anses.fr

Date 27/02/2019

Poste à pourvoir	**Chef d'unité Epidémiologie et appui à la surveillance (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A +**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation**
Localisation	**Lyon (69)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Anses Laboratoire de Lyon, Unité « Epidémiologie et appui à la surveillance »
Missions / contexte	L'unité Epidémiologie et appui à la surveillance (EAS) est composée de 15 agents. Elle contribue à améliorer les méthodes, la mise en œuvre et l'évaluation des systèmes de surveillance en santé animale, santé végétale et sécurité sanitaire des aliments. Son programme de travail est consacré (i) à l'épidémiologie de l'antibiorésistance par un appui scientifique et technique au Résapath (réseau de surveillance de l'antibiorésistance des bactéries pathogènes isolées de l'animal) et à des activités de recherche dédiées, (ii) aux méthodes et à l'évaluation de la surveillance par des recherches sur l'efficience de la surveillance et l'amélioration des méthodes de surveillance (syndromique, surveillance basée sur le risque) et (iii) à l'appui scientifique et technique à la surveillance (qualité des données, veille sanitaire, plateformes d'épidémiosurveillance). L'unité conduit des recherches propres et intervient en appui aux unités du laboratoire de Lyon et des autres laboratoires et entités de l'Agence. Les activités de l'unité sont organisées en quatre thématiques (antibiorésistance, santé végétale, recherche et appui à la surveillance).

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Le chef d'unité défini les orientations scientifiques de l'unité en accord avec celles du laboratoire de Lyon, en accord avec les missions de l'Agence et en cohérence avec les orientations définies dans le cadre de l'axe transversal Epidémiologie et surveillance.
Il est responsable de l'organisation et de l'animation de l'unité en veillant à la bonne coordination et communication au sein de l'unité. Il s'assure de la formalisation et de la bonne exécution des activités de recherche et d'appui scientifique et technique en mode projet.
Il veille au bon positionnement de l'unité dans les activités transversales de l'épidémiologie et de la surveillance au sein de l'Anses et de son réseau de partenaires, notamment dans le cadre des plateformes d'épidémiosurveillance. Il est secondé dans ses missions par l'appui d'un chef d'unité adjoint.

Activités

- Animer les réflexions stratégiques et scientifiques de l'unité
- Conduire des activités de management scientifique et technique
- Réaliser la planification des travaux pris en charge par l'Unité
- Valider les travaux/ livrables de l'unité
- Suivre et évaluer les besoins (ressources humaines, financières, hygiène et sécurité, qualité …)
- Réaliser la gestion administrative, financière et humaine de l'unité (établissement du budget, engagement des dépenses, demandes de congés, missions, entretiens annuels, etc.)
- Représenter l'unité en interne et à l'extérieur du laboratoire sur le plan national et international

Conditions particulières Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Minimum BAC +5 - Vétérinaire, scientifique, ingénieur ou médecin, de préférence avec une thèse universitaire en épidémiologie

Expérience souhaitée

- Expérience dans le domaine de la recherche en épidémiologie
- Expérience dans l'appui aux activités de surveillance
- Aptitude à s'intéresser à des domaines variés (animal, végétal, aliment)
- Expérience en management d'équipe
- Bénéficier ou acquérir une capacité d'encadrement de postes techniques et d'étudiants de troisième cycle, devant aboutir à la soutenance d'une HDR s'il n'en est pas titulaire

Compétences

- Aptitude à travailler en équipe et management d'équipe
- Gestion de projets
- Sens du relationnel
- Capacité à représenter l'unité, le laboratoire
- Autonomie
- Rigueur, esprit de synthèse
- Capacité à prioriser et à organiser
- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique à l'oral et à l'écrit

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 20 mars 2019

Renseignements sur le poste : Directeur du laboratoire : laurent.lempereur@anses.fr
Directrice adjointe du laboratoire : emilie.gay@anses.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2019-024 à :** recrutement@anses.fr

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres recrute un :
Assistant administratif confirmé (H/F)
Pour la délégation Manche Mer du Nord

Poste de catégorie B à temps incomplet (50%) ouvert :

- aux agents contractuels en CDI bénéficiant déjà du quasi-statut de l'environnement (Conservatoire du littoral et autres opérateurs de l'environnement) ;
- aux agents extérieurs (recrutement par la voie contractuelle en CDI).

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces naturels du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.
Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 200 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », est d'acquérir 240 000 ha en métropole et 70 000 ha outre-mer. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

La délégation Manche Mer du Nord est située à Wimereux (62). Elle est composée de 10 agents placés sous l'autorité de la déléguée de rivages. Une assistante administrative à 50% assure les missions de secrétariat (accueil, agendas, organisation de réunions…) et un appui à la mission foncière.

Description des missions :

L'assistant administratif confirmé assure et coordonne l'assistance administrative de la délégation et travaille en lien avec l'ensemble des agents de la délégation.

Il a pour missions principales :
- L'appui administratif aux référents territoriaux pour l'élaboration des conventions d'usages et conventions ou autorisations d'occupation temporaire des propriétés du Conservatoire ;
- Le suivi administratif et le contrôle du circuit de validation puis des diffusions de ces conventions et autorisations, au sein de la délégation et en liaison avec le siège national (suivi et classement papier, enregistrement dans l'outil métier SICLAD) ;
- En matière de subventions : l'appui à la constitution et au suivi des dossiers de demande de subventions, le suivi de l'exécution des conventions financières, la mise en place et la gestion d'un tableau de bord faisant état des étapes clés (éligibilité des dépenses, versements, délais d'exécution...) ; l'appui à la chargée de mission à l'occasion du cycle budgétaire et des relations aux partenaires financiers ;
- En matière de commande publique et d'exécution budgétaire : l'assistance administrative au montage des marchés publics de travaux, en lien avec la chargée de mission travaux, le suivi des factures et des paiements (enregistrement dans l'outil CORAIL).

L'assistant administratif confirmé assure la continuité de service du secrétariat de la délégation. Il peut être amené à contribuer à l'organisation d'événementiels (conseils de rivages, inauguration, etc).

Relations hiérarchiques et fonctionnelles :
Sous l'autorité de la déléguée de rivages, l'agent est en relation fonctionnelle avec l'ensemble des membres de la délégation ainsi qu'avec les services nationaux du Conservatoire du littoral (DAFSI, DGPat et SG).

Profil et compétences requis :
- Connaissances en matière budgétaire souhaitées, de préférence en matière de gestion publique ;
- Rigueur et qualités rédactionnelles (orthographe et syntaxe) requises ;
- Maîtrise de l'environnement bureautique (Excel, Word, Outlook) ;
- Autonomie et goût pour la réalisation de tâches diversifiées ;
- Qualités relationnelles et sens du travail en équipe ;
- Connaissance du secteur de l'environnement apprécié.

Caractéristiques du poste :
Le poste est à temps incomplet (50%). Le temps de travail sera organisé préférentiellement sur des jours pleins, soit 2,5 jours par semaine, selon des modalités à préciser avec le candidat.
Poste d'assistant administratif supérieur dans le référentiel métiers de l'établissement.

Poste de catégorie B ouvert :
- aux agents contractuels en CDI bénéficiant déjà du quasi-statut de l'environnement (Conservatoire du littoral et autres opérateurs de l'environnement) ;
- aux agents extérieurs (recrutement par la voie contractuelle en CDI).

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction :
Le poste est à pourvoir **dès que possible**. Il est localisé à Wimereux (62).

Renseignements et dépôts des candidatures :
Les candidatures (CV+ lettre de motivation), accompagnées de la copie des diplômes, sont à adresser **au plus tard le 10 avril 2019 :**

Soit par courrier :
Madame la directrice du Conservatoire du littoral
A l'attention du service des ressources humaines
Corderie Royale - CS 10137 - 17306 Rochefort cedex
Tél. 05 46 84 72 50

Soit en ligne :
www.conservatoire-du-littoral.fr – rubriques : offres d'emplois

Renseignements sur le poste : (aucune candidature ne doit être envoyée à ces adresses)

Sandrine DEROO, déléguée de rivages Manche Mer du Nord
s.deroo@conservatoire-du-littoral.fr

Gwenaëlle MELENEC, déléguée adjointe
g.melenec@conservatoire-du-littoral.fr

OFFRE d'EMPLOI n°19-14-DPPC

27/02/2019

La Direction de la police et du permis de chasser de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE

RECRUTE

La politique des ressources humaines de l'ONCFS vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité et à améliorer la représentation des personnes handicapées au sein de ses effectifs.

Chef(fe) du département administratif (F/H)

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS), établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.oncfs.gouv.fr, est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations régionales ou interrégionales).

L'ONCFS est notamment en charge de la police de l'environnement et de la délivrance du permis de chasser pour le compte de l'Etat.

La Direction de la police et du permis de chasser (DPPC) définit et met en œuvre la politique de l'ONCFS en matière de police et de permis de chasser en s'appuyant sur les délégations régionales et les services départementaux. Elle est composée de 4 départements (Opérations et soutien ; Police judiciaire ; Expertise juridique du contrôle et du contentieux et le département administratif) et de 2 conseillers techniques (police sanitaire et chasse).

Le département administratif regroupe l'ensemble des missions supports de la DPPC, ainsi que les missions liées à l'instruction administrative du permis de chasser. Il regroupe 4 cellules : Pilotage de l'activité et communication ; Permis de chasser ; Budget-gestion et Assistance administrative.

L'année 2019 sera mise à profit pour mener à bien le travail de préfiguration du nouvel établissement dénommé Office français de la biodiversité (OFB), qui reprend les missions de l'ONCFS et l'AFB, et sera constitué en agrégeant les équipes issues des deux établissements. Ainsi, les attributions du (de la) Chef(fe) du département administratif et les missions effectivement exercées sont susceptibles d'évoluer.

Sous l'autorité du Directeur de la police et du permis de chasser, le (la) Chef(fe) du département administratif dirige ce dernier, composé de 15 agents. A l'instar des autres chefs de département, il (elle) est associé(e) aux réflexions stratégiques de la DPPC.

Il (elle) est l'interlocuteur privilégié de la Direction des ressources humaines (DRH), de la Direction des affaires financières (DAF) et de la Direction de la communication.

De manière générale, le (la) Chef(fe) du département administratif doit contribuer activement à l'ensemble des chantiers liés à la création de l'OFB, nouvel établissement regroupant l'AFB et l'ONCFS.

Nature de l'emploi

Poste situé à Auffargis près de Rambouillet (78) - A pourvoir dès que possible - Temps plein - Catégorie A

À pourvoir par un fonctionnaire ou, à défaut, par un agent contractuel qui relève du quasi statut de certains établissements de l'environnement. Poste ouvert aux personnes reconnues travailleurs handicapés, à compétences égales et sous condition de diplôme.

Profil recherché

Un diplôme minimum de niveau BAC +4 ou équivalent est attendu.
Une expérience d'au moins 5 années dans une fonction similaire est souhaitée.
Connaissance de l'administration.
Aptitude au management et à la conduite de projets.
Capacité à travailler en équipe et à déléguer.
Bonne expression écrite et orale.
Intérêt pour l'environnement.

Activités principales

Missions structurelles : manager la Cellule du permis de chasser (relations avec les fédérations de chasseurs, les usagers ; Instruction et production des titres) • Assurer le suivi de l'activité de la DPPC • Piloter les missions supports de la DPPC (suivi budgétaire de la direction en lien avec la DAF et suivi RH de la direction en lien avec la DRH) • Piloter la communication interne et externe sur la police et le permis de chasser en lien avec La Direction de la communication.

Missions en mode projet : contribuer aux travaux transversaux avec l'AFB dans la perspective de la création du nouvel établissement • Participer, en mode projet, à la modernisation du permis de chasser (création du fichier central et mise en application du nouveau logiciel du permis de chasser prévu par le projet de loi) • Initier une réflexion sur la mise en place d'une démarche qualité pour la délivrance du permis de chasser en lien avec les fédérations de chasseurs (FDC).

Conditions particulières

Pour l'ensemble de ses missions, le (la) chef(fe) du département administratif bénéficie d'une délégation de signature.
Liens fonctionnels forts avec le Directeur de la DPPC.
Durée attendue sur le poste : 3 ans minimum.
Le management direct associé à ce poste ne permet pas le télétravail.
Des déplacements ponctuels sont à prévoir sur les autres sites de la DPPC (à Paris et dans le Loiret), ainsi qu'au ministère de la Transition écologique et solidaire (La Défense).

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste,

M. Loïc OBLED, Directeur de la police et du permis de chasser, par courriel à loic.obled@oncfs.gouv.fr
Mme Catherine ISSAKIDIS, Directrice des ressources humaines, au 01.44.15.17.24 ou par courriel à catherine.issakidis@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, **au plus tard le 27 mars 2019, -** terme de rigueur - par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé, accompagnés des trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public. (Dans le cas d'une demande de mutation interne, merci de joindre également le formulaire prévu à cet effet).

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr

Agence de Services et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de Services et de Paiement

Direction Régionale Pays-de-la-Loire
25, bis rue Paul Bellamy – CS 54203 – 44042 Nantes cedex 1

Adjoint(e) au Chef de service gestion des aides

en charge du secteur formation professionnelle et apprentissage

N° du poste : 18593 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	**Groupe RIFSEEP ASP (filière administrative) : 3**
Poste susceptible d'être vacant / SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. **La Direction Régionale, qui couvre la région administrative Pays-de-la-Loire (cinq départements) est une structure d'environ 60 agents assurant des activités de gestion administrative ou de contrôles sur place (aides agricoles).**
Objectifs du poste	Placé(e) sous l'autorité du chef du service gestion des aides, le (la) titulaire assure le pilotage du secteur et encadre une équipe composée de 10 agents. Il (elle) est en relation directe avec les directions métier du siège, mais aussi avec des interlocuteurs locaux (Région, Département, Direccte, Pôle emploi …). Le titulaire s'assure : - de la capacité à faire de son secteur, - du relationnel avec les partenaires internes et externes. Il assure également l'intérim du chef de service. Il le seconde dans le pilotage quotidien du service.

<table>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter</td><td colspan="2">Superviser l’ensemble des activités du secteur, rendre compte au chef de service, animer le secteur par la définition des objectifs et des priorités, planning, tenue des réunions,

Participer au recrutement et à la formation des nouveaux arrivants,

Piloter l’activité du secteur : suivre les tableaux de bord, anticiper l’évolution de l’activité et son équilibre avec les ressources,

Assurer le relationnel avec les partenaires et représenter l’établissement dans diverses instances,

Assurer l’intérim du chef de service.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Agents de la direction régionale, responsables de la DR, représentants du personnel, services du siège de l’ASP, partenaires locaux (Région, Département, Direccte, pôle emploi)</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>Connaissance de l’environnement de l’ASP et de son fonctionnement.

Maîtrise des procédures, de la réglementation et des outils liés aux différents domaines couverts par le service

Connaissances juridiques affirmées (fonds publics et marchés publics notamment)</td><td>Compétences managériales affirmées.

Capacités au dialogue, à la négociation et à la communication.

Sens de l’initiative et de l’autonomie.

Esprit d’analyse

Savoir rendre compte, déléguer

Anticiper les difficultés et alerter le chef de service</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Les dossiers de candidature constitués d'un curriculum vitae, d'une lettre de motivation et du dernier arrêté précisant corps, grade et échelon, doivent être adressés par courriel exclusivement à :

M. Pascal LONDOT, Directeur régional – Tél : 02 40 69 17 19
courriel : pascal.londot@asp-public.fr

Mme Athénaïs LALANDE, cheffe du service de gestion des aides – Tél : 02 40 69 60 62 – courriel : athenais.lalande@asp-public.fr

Mme Lénaïg PINVIDIC, cheffe du service administratif et financier – Tél : 02 40 69 11 77 – courriel : lenaig.pinvidic@asp-public.fr

Mme Carole BEYSSAC, DRH/SEEC, Conseillère mobilité carrière DRH
tel : 05.55.12.00.87 - courriel : mobilite@asp-public.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée
au vendredi 5 avril 2019.</td></tr>
</table>